



Une dévaluation tardive

En dévaluant à cinq mois de sa victoire le PS a réussi le tour de force de présenter comme une défaite une décision inévitable, qui n'est que la sanction de cinq ans de Barrisme.

Techniquement, de quoi s'agit-il ? Comme il n'y a plus de taux fixe entre le dollar, le yen, la livre sterling et les monnaies européennes, il n'y a plus à proprement parler de dévaluation. Le dollar passe en quelques mois de 4 F à 6,15 F, puis à 5,60 F : on peut dire que depuis l'été le Franc s'est réévalué par rapport à lui, mais il n'y est pour rien. En revanche, depuis quelques années, les monnaies européennes (sauf la livre) s'astreignent à former un bloc à taux à peu près fixe. Par rapport à la **moyenne** des taux européens (qui continue à fluctuer librement par rapport au dollar) le Franc et la Lire italienne ont dévalué de 3 % et le florin hollandais et le mark ont réévalué de 5,5 %. Comme notre principal partenaire (plus du tiers de nos échanges) est l'Allemagne, c'est la dévaluation du franc par rapport au mark qui est la plus significative : 8,5 %. Quelles conséquences économiques ? C'est compliqué.

Si on regarde ce qui se passe du point de vue de l'échange des marchandises, l'évolution des prix de nos produits vendus à l'étranger dépend : de notre inflation, du taux de change, et des marges bénéficiaires que fixent les exportateurs. Si notre monnaie baisse par rapport à ce pays, et si les exportateurs maintiennent leurs marges, nos exportations se vendent mieux (en volume) mais chaque marchandise vendue rapporte moins. Inversement, les importations étant plus

chères en France, on tend à moins acheter à l'étranger, car chaque marchandise nous coûte plus cher. Donc la dévaluation est favorable aux exportations et défavorable aux importations : on produit plus « français », ce qui est bon pour l'emploi.

Or, depuis 78, la hausse des prix en France était de 2 à 3 % supérieure à la moyenne de nos partenaires commerciaux, et de 5 ou 6 % par rapport à l'inflation allemande. Pour maintenir la compétitivité des prix par rapport aux produits allemands, il aurait donc fallu dévaluer de quelques 15 % par rapport au Mark ! C'est ce que Barre a refusé de faire. Résultat : en 81 les firmes françaises ne peuvent plus placer leurs voitures en Allemagne, tandis que la France est inondée de Volkswagen et autres.

Pourquoi cette attitude de Barre ? Au nom du libéralisme : une politique de Franc fort était censée opérer une sélection entre les « mauvaises » entreprises françaises, les « canards boiteux », et les autres qui grâce à leurs gains de productivité et en écrasant les salaires de leurs travailleurs pourraient rester compétitives. En fait, tout le monde s'est retrouvé « canard boiteux », parce que la politique industrielle menée depuis 20 ans n'a jamais visé à construire un tissu industriel structuré et performant : cela aurait impliqué une certaine forme de dirigisme, qu'a pratiqué ouvertement le Japon.

Je crois qu'il y avait une raison ca-

chée à la politique de Barre : un Franc trop fort, s'il entrave l'exportation de marchandises, favorise... l'exportation de capitaux, l'achat d'usines et de force de travail à l'étranger ! Barre se foutait de l'emploi en France, il ne cherchait qu'à favoriser le capital français en voie de multinationalisation.

Mais, dira-t-on, un franc fort diminue le prix en France des marchandises qu'on est « bien obligé » d'importer : le pétrole, et les machines allemandes. D'accord, mais est-ce intelligent ? Ne vaut-il pas mieux reconquérir le marché intérieur, en favorisant la production d'énergie française, la fabrication de machines en France, pour reconstituer une économie cohérente sur la base de laquelle une France (capitaliste ou socialiste, d'ailleurs) pourra mener la politique sociale qu'elle entend, sans se heurter à la « contrainte extérieure » ? Cela passe, au moins provisoirement, par une politique de monnaie faible : celle qu'ont pratiquée, pendant 20 ans après 1945, l'Allemagne et le Japon !

Donc la dévaluation, non seulement était inévitable compte tenu de l'inflation accumulée sous Barre, mais en plus était une bonne chose, une mesure offensive dans le cadre d'une politique industrielle rigoureuse. A condition toutefois que mon raisonnement soit valable, c'est-à-dire que les patrons ne profitent pas de leurs prix provisoirement plus bas pour... augmenter leurs marges, au lieu d'augmenter leurs parts de marché, en France ou à l'exportation. Or la pratique majoritaire des capitalistes français a toujours été la première solution. Dans ce cas, le bénéfice de la dévaluation est « empêché » par les capitalistes, sous forme d'inflation, sans augmentation de la production. D'où le contrôle des prix, encore timide, enfin institué par Delors. Lequel tape en priorité sur ceux qu'il avait dans le collimateur : toujours les profits non-industriels, les loyers, les services.

Ainsi donc, budget de relance, dévaluation, contrôle des prix, reconquête du marché intérieur, loin de s'opposer, forment un tout logique, dans le cadre d'une politique social-démocrate moderniste. Et je ne comprends pas l'attitude d'une partie de la presse qui oppose le Budget-Fabius à la dévaluation-Delors. Même les 15 milliards de dépenses initialement prévus par le budget et « gelés » après la dévaluation représentent moins de 2 % de ce budget, et personne ne peut prévoir un an à l'avance les dépenses effectives avec une telle précision. Et je ne comprends pas non plus pourquoi le PS n'a pas dévalué dès le mois de Mai. On aurait économisé des milliards gaspillés à « lutter contre la spéculation », en fait contre l'évidence. Les mauvaises langues murmurent que c'est... parce que Rocard était pour ! Se non è vero...